

Motion de censure contre Barroso

Extraordinaire autocensure de la presse

From: soudais@politis.fr **Sent:** Friday, May 20, 2005 11:19 PM

C'est à peine croyable mais pourtant vrai. *Une motion de censure a été déposée au Parlement européen le jeudi 12 mai contre le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso.*

Il y a maintenant plus de huit jours... Elle sera discuté le 25 mai lors d'une mini-session à Bruxelles et soumise au vote lors de la session qui se tiendra à Strasbourg entre le 6 et 9 juin. *En avez vous entendu parler? Avez-vous lu quelque chose là-dessus? Si vous lisez la presse européenne, il y a des chances. Si vous lisez la presse française, si vous écoutez les radios et regardez les télévisions françaises en revanche...*

C'est comme si toutes les rédactions avaient décidé de ne pas en parler. A part une allusion dans un article du Figaro (19 mai), vite retiré de son site internet. A part un article dans Politis (19 mai), rien de rien...

La motion de censure reproche à Barroso d'avoir menti en affirmant que la Commission n'avait intercedé en faveur de Spiro Latsis, un milliardaire grec (54e fortune mondiale) sur le yacht duquel le président de la Commission, nommé mais pas encore investi) a passé des vacances l'été dernier, tous frais payés. Ces vacances de luxe ont été révélées à la mi-avril par Die Welt (bcp de journaux ont repris l'info, mais en France seulement l'Humanité). Barroso a été prié de s'expliquer devant le Parlement mais s'est contenté de le faire dans une lettre adressée le 22 avril au président du Parlement européen, Josep Borell. Et c'est là qu'un hebdo espagnol de gauche La Clave (6 mai) a retrouvé des documents où la Commission appuyait un projet d'oléoduc d'une société où Spiro Latsis a une grosse participation.

C'est tellement gênant, à l'approche du 29 mai (France) et du 1er juin (Pays-Bas) que seuls les députés eurosceptiques et europhobes sont montés au filet et ont déposé une motion de censure. Motion aussitôt dénoncé par les 4 principaux groupes du parlement (PPE, PSE, Verts, Libéraux et démocrates) dans un communiqué commun. Cette sainte alliance a dû suffire à impressionner toute la presse française... Comme le nuage de Tchernobyl, l'info s'est arrêtée à nos frontières. Si vous voulez savoir ce qui se dit au-delà tapez Barroso et Spiro Latsis dans Google.

José Manuel Barroso enquiquiné

http://www.lalibre.be/article.phtml?id=10&subid=91&art_id=219940

mis en ligne le 13/05/2005

La censure est «un phénomène normal du paysage politique». C'est ainsi que Pia Ahrenkilde, porte-parole de la Commission européenne, a minimisé le dépôt, jeudi à Strasbourg, d'une motion de censure parlementaire contre le collège présidé par José Manuel Barroso. Et d'enfoncer le clou: «Le président pense que cette motion de censure est absurde». Si elle n'a a priori aucune chance de passer, elle n'en constitue pas moins une nouvelle épine dans le pied du Portugais.

Cette motion a été déposée à l'initiative du député europhobe Nigel Farage, dans la foulée de la polémique relative aux liens entre Barroso et l'armateur grec Spiro Latsis. Le Britannique relève que le premier, après avoir été nommé président de la Commission par le Parlement en juillet 2004, a passé des vacances sur le yacht de son ami grec en août et que les chantiers navals Lamda, dépendants du groupe Latsis, ont reçu l'accord de l'institution européenne pour l'octroi d'un subside en septembre. Aussi les 79 signataires de la motion de censure (parmi lesquels 22 Britanniques et 14 Polonais, la plupart eurosceptiques et communistes), se demandent-ils comment Barroso «a pu recevoir un don d'une valeur de plusieurs milliers d'euros d'un homme d'affaires milliardaire qui, un mois plus tard, a reçu le feu vert de la Commission pour une aide régionale d'une valeur de 10 millions d'euros».

Pia Arhenkilde a rappelé que «Barroso n'aurait pas pu jouer de rôle dans cette décision», puisqu'elle «a été prise par la Commission précédente». En effet, l'équipe du Portugais n'est entrée en fonction qu'en novembre. L'homme s'en est expliqué auprès des instances dirigeantes du Parlement et la majorité des députés s'en sont satisfaits. Mais Farage voit dans cette affaire un conflit d'intérêts. «Cette motion de

censure est le seul moyen de forcer Barroso à venir s'expliquer en séance plénière», justifie le vert Bart Staes, seul Belge à soutenir l'initiative. «Nous devons savoir s'il y a eu irrégularités ou non.»

Six motions, toutes rejetées

A la Commission, on fait mine de ne pas s'inquiéter. « *C'est une initiative minoritaire. La grande majorité du Parlement considère que les clarifications (apportées par Barroso) ont été suffisantes et que la question a été réglée*», selon Pia Ahrenkilde, qui rappelle que les Exécutifs Delors, Santer et Prodi ont aussi été sous le coup de telles motions.

De fait, six motions de censure ont été présentées depuis 1979, et aucune n'a été adoptée. La dernière, rejetée le 4 mai 2004, concernait l'affaire Eurostat. Le Belge Paul Lannoye en avait initié une en 1992 sur la position de la Commission dans les négociations de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, et José Huppert en avait lancé une autre en 1997 sur la vache folle.

Le débat sur cette septième motion se déroulera le 25 mai à Bruxelles et le vote lors de la session plénière du 6 au 9 juin. Pour conduire à la chute de la Commission Barroso, la censure devrait être appuyée par 367 eurodéputés et deux tiers des suffrages exprimés. Mais ce vote n'aura peut-être jamais lieu. Les protestataires retireront leur motion s'ils obtiennent entre-temps «*des explications acceptables en plénière et des règles claires obligeant tous les commissaires à enregistrer les cadeaux de valeur substantielle*», lit-on dans leur texte.

Mercredi prochain, les commissaires européens discuteront justement d'éthique, sur base d'un document de travail abordant une série de questions telles que les cadeaux reçus par les membres de la Commission dans l'exercice de leurs fonctions, leurs voyages et vacances ou encore la situation de leurs conjoints et les conflits d'intérêt potentiels.

Motion de censure : première épreuve pour BARROSO

<http://www.professionpolitique.com/article14671.html> 18 mai 2005

Le Parlement européen examine mercredi prochain une motion de censure contre le président de l'exécutif. Même s'il n'y a guère de suspens, le président de la Commission va devoir faire face à sa première motion de censure la semaine prochaine. Une initiative des députés eurosceptiques contre José Manuel BARROSO pour qu'il s'explique au sujet de ses relations avec l'armateur grec, Spiro LATSIS. Le président de l'exécutif européen a été malmené fin avril par la presse à ce sujet et, notamment, à propos d'une croisière effectuée en août 2004 avec son épouse à bord d'un yacht du milliardaire. Parmi les signataires de la motion figurent le Britannique Nigel Farage (UKIP), qui prône la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE, et le Français Philippe de Villiers. Les principaux groupes du Parlement européen ont déjà fait part de leur opposition à cette motion de censure. "Nous considérons que cette initiative est injustifiée et disproportionnée et essentiellement destinée à faire de la publicité à ses auteurs", ont déclaré les chefs des quatre principaux groupes politiques dans une déclaration commune. Cependant, la motion ayant recueilli 77 signatures, elle sera débattue en séance plénière mercredi prochain.